

Chapitre 2

Dusan Sidjanski : étudier l'Europe et contribuer à la construire

François Saint-Ouen

*Chargé de cours à l'Université de Genève (Institut d'Études globales)
Secrétaire général du Centre Européen de la Culture*

Cette contribution au présent ouvrage représente à notre connaissance la première reconstitution assez complète du parcours de Dusan Sidjanski, un des acteurs clefs de la naissance des études européennes. C'est pourquoi nous avons choisi, pour des raisons d'intelligibilité, de garder une ligne relativement chronologique, tout en **faisant** ressortir les thèmes principaux autour desquels ce parcours s'est **construit** jusqu'à nos jours⁸⁰.

Très tôt réfugié, Dusan Sidjanski a été obligé de quitter son pays natal pour n'y plus revenir, et a entamé ce qui ressemble par maints aspects à une aventure qui, sans doute, a contribué à forger sa conscience d'Européen. Puis est intervenue la rencontre avec Denis de Rougemont qui a aussi joué un rôle important à cet égard. Nous

⁸⁰ À l'heure où nous écrivons ces lignes, il n'existe pas de biographie publiée qui soit consacrée à Dusan Sidjanski, et ses archives personnelles (non accessibles, et que nous n'avons pu consulter qu'en partie) ne couvrent que certains aspects de sa biographie (mentionnons par ailleurs qu'un entretien réalisé en 2014 est disponible à la médiathèque de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, à Lausanne). Ainsi, une partie importante de ce qui fait la matière de cette contribution est puisée dans la transcription des deux entretiens qu'il a eus avec Nicolas Stenger les 8 et 21 août 2008, ainsi que dans la série des quelque dix-huit entretiens qu'il nous a accordés entre le 14 décembre 2011 et le 26 juin 2013 dans le but de constituer un matériau **propice à la rédaction** de ses **Mémoires**. **Sans pour autant** qu'elles soient citées de **manière répétée**, ces sources orales n'en **tissent pas moins** la trame du **présent texte**, lequel a **ensuite** été relu par Dusan Sidjanski pour nous aider à clarifier certains points en apportant les précisions nécessaires.

aborderons également ce qui a, outre son engagement européen, fait la substance de sa vie, à savoir sa contribution importante à la science politique européenne d'une part, et plus généralement aux études européennes. Enfin, nous parlerons du rôle entièrement nouveau qui lui a été assigné au début de ce XXI^e siècle, celui de conseiller du Président de la Commission européenne (2004-2014).

1. De Belgrade à Genève : itinéraires variés d'un réfugié, puis d'un Européen

Dusan Sidjanski est né yougoslave⁸¹, le 23 octobre 1926 à Belgrade. C'est la guerre et l'invasion de son pays par les nazis qui vont le pousser en 1941, lui et sa famille, et alors qu'il n'est encore âgé que de 14 ans, à fuir. Début avril 1941, sentant l'imminence de cette invasion à la suite de la dénonciation du Pacte avec l'Axe par le jeune Roi Pierre II (qu'une insurrection anti-allemande venait de porter au pouvoir à la place du Régent Pavle), ils se replient à Dubrovnik, voyageant dans le même train que l'or de la Yougoslavie qui partait pour être mis en lieu sûr en Egypte⁸². C'est alors qu'il s'y trouve avec sa famille qu'a lieu l'invasion tant redoutée, le 6 avril. Quelques semaines plus tard, ils quittent Dubrovnik pour se rendre à Split, ville qui vient d'être purement et simplement annexée, comme une bonne partie de la côte dalmate, par l'Italie fasciste. Les Sidjanski y restent une année, puis décident de se rendre en Italie (c'était devenu le même pays), où ils s'installent à Albano Terme près de Padoue. Ils ont alors le statut de réfugiés assignés à résidence. C'est au lycée de Padoue qu'est scolarisé le jeune Dusan : il ne réussit pas trop mal grâce, nous dit-il, à son très bon niveau en français (il avait été scolarisé dès l'âge de sept ans à l'École française de Belgrade) et en mathématiques grâce aux leçons de son père (architecte à Belgrade, et ingénieur-chimiste de formation). En 1943, ils déménagent pour s'installer à Modène. De là, ils voient passer les avions alliés s'en allant bombarder Bologne, important centre industriel et nœud ferroviaire.

⁸¹ Ou plutôt : ressortissant du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (le pays ne prenant le nom de Yougoslavie qu'en 1929).

⁸² Entretien du 14 décembre 2011 avec l'auteur.

Un beau jour d'octobre 1943, alors qu'il discute avec Sacha, un ami juif, celui-ci lui dit : « nous partons pour la Suisse » – lui donnant tous les détails, et bien sûr l'itinéraire. De retour à la maison, il raconte tout cela et, dans les deux jours qui suivent, son père décide d'entreprendre le voyage, avec de faux documents d'identité⁸³. L'entreprise est périlleuse car le nord de l'Italie est alors occupé par les Allemands. Ils arrivent néanmoins à gagner la gare de Milan et, de là, sans encombre malgré les patrouilles, à s'embarquer pour Côme. Puis ils se rendent à Tirano, dernière localité juste avant la frontière suisse séparant la Lombardie du canton du Tessin dans un paysage montagneux et accidenté.

Arrivés à destination, ils s'installent dans une école désaffectée et attendent une personne qui sert d'intermédiaire avec des passeurs. Ils paient, puis attendent vingt-quatre heures. Le soir vers 18 heures, le passeur se présente avec deux soldats italiens armés. Le cortège part à pied vers la frontière. Il fait nuit. De temps en temps, on entend des coups de fusil au loin, et des aboiements de chiens. Arrivés à la frontière, il leur reste à franchir deux rangées de barbelés qu'ils soulèvent pour passer. Et puis, voilà des soldats suisses. À l'époque, le pays filtrait les entrées des candidats à l'asile. Ils se retrouvent encore dans une école désaffectée. Là, c'est un interrogatoire qui va tourner en leur faveur. Son père et son oncle étaient en effet officiers yougoslaves de réserve ; de plus, son oncle était juif. Tout ceci constituait des arguments sérieux justifiant qu'ils cherchent refuge dans le pays. Quelques jours plus tard, ils sont amenés à Samedan dans les Grisons, près de Saint-Moritz, où ils sont placés en quarantaine dans un grand hôtel réquisitionné. Puis on les met dans un train pour Bremgarten en Argovie. De là, ils seront transportés à Lucerne, dans des bâtiments où s'entassaient un millier de réfugiés de toutes nationalités. Après quelques mois, son père décide que lui et son frère iront étudier et perfectionner leur français à l'École nouvelle de Suisse romande située à Chailly-sur-Lausanne. Ses parents, son oncle et sa tante, seront hébergés pendant un an à Zug dans un Institut,

⁸³ *Ibid.*

à l'invitation du Directeur zurichois de l'école Minerva dont ils avaient fait la connaissance après leur arrivée en Suisse⁸⁴.

En 1945, il est inscrit au Gymnase cantonal de Lausanne où il obtient en 1946 la Maturité (Baccalauréat) avec la meilleure note en dissertation française, le sujet étant un commentaire d'une phrase de Gide, l'un de ses auteurs préférés. Il fait alors le choix de s'inscrire à l'École polytechnique de Lausanne... en architecture. Mais, s'il aime beaucoup l'histoire de l'architecture (qu'enseignait le père de Bernard Tschumi, l'un des grands architectes contemporains) et le dessin libre, il est rebuté par le dessin technique et les plans géométriques. C'est alors qu'un ami grec lui souffle l'idée de s'inscrire à l'Université de Lausanne pour y étudier les sciences politiques...

Il obtiendra la licence en juin 1949. Survient alors une bifurcation qui aurait pu être définitive. Craignant une invasion soviétique imminente dans le climat très tendu de la Guerre froide, ses parents s'embarquent en effet pour le Venezuela. Après un été passé à Paris, le jeune Dusan les rejoint en octobre. Il s'inscrit à l'Université de Caracas où il prend des cours d'espagnol et suit un grand nombre d'enseignements pour se familiariser avec la langue. Il y trouve un emploi et, plus tard, deviendra professeur adjoint chargé des relations entre l'Europe et l'Amérique latine, s'occupant également des formes d'intégrations régionales comme l'Organisation des États américains créée en 1948. Il publie en 1950 (et en espagnol) son premier article académique dans le Bulletin de la Faculté de droit : « Georges Scelle et les fondements du droit international public ». Il demeure au Venezuela jusqu'à la fin de l'année 1951, puis retourne en Europe dans l'intention de préparer une thèse de doctorat. Il songe d'abord à la faire à Paris, et s'inscrit dans un diplôme de troisième cycle sous la direction de Georges Vedel et de Maurice Duverger. Mais il doit retourner au Venezuela, son père y étant décédé. La vie académique reprend à Caracas, et il acquiert même la nationalité vénézuélienne. Toutefois, il aspire à faire carrière dans des milieux universitaires moins périphériques. C'est pourquoi, dès qu'il en a l'occasion (et réuni suffisamment d'argent pour entreprendre le voyage), il retourne

⁸⁴ Entretien du 17 janvier 2012 avec l'auteur.

en Europe en 1953⁸⁵. Malheureusement, à Paris, il lui faut tout recommencer à zéro.

Ainsi se réoriente-t-il vers Lausanne pour s'inscrire en doctorat de science politique à l'université, avec comme sujet de thèse « Du fédéralisme national au fédéralisme international » sous la direction du professeur Jacques Secrétan⁸⁶. Celui-ci, pour lui permettre de payer ses études, lui offre d'accomplir un stage de six mois au Bureau international pour la protection de la propriété intellectuelle – ancêtre de l'OMPI – qu'il dirige. L'atmosphère est très propice à l'avancement de la thèse qui est soutenue avec succès en 1954. Juste après la soutenance, il entreprend avec sa future épouse grecque le premier des nombreux voyages qu'il fera dans ce pays qui lui est devenu au fil du temps extrêmement proche⁸⁷.

2. Rencontre avec Denis de Rougemont

« Dans la vie, l'expérience m'a enseigné qu'il y a une certaine possibilité de façonner son avenir, j'en suis convaincu, mais qu'en même temps on est parfois, même à son insu, au gré aussi des rencontres et des circonstances, orienté dans ses choix. Ainsi, par exemple, pourquoi ne suis-je pas resté à Lausanne ? En fait, Genève m'attirait car il y avait plus de grands noms à l'Université et une

⁸⁵ Sidjanski reviendra au Venezuela – dont il avait la nationalité – en 1959, pour y effectuer une mission économique liée notamment à la construction de centrales électriques le long du fleuve Caroní. Entre 1959 et 1970, il exercera par ailleurs les fonctions de Conseiller ad honorem à la Représentation permanente du Venezuela auprès des Nations Unies à Genève. Il y a notamment poussé l'idée d'une plus grande autonomie des Commissions économiques régionales de l'ONU installées de par le monde, qu'il jugeait trop contrôlées par le siège central de New York ainsi que par les américains.

⁸⁶ Professeur de droit international public, ancien conseiller juridique au Bureau international du travail et ancien greffier du Tribunal administratif de la Société des Nations.

⁸⁷ Nous ne traiterons pas ici de ce sujet important pour lui. Qu'il suffise de dire que Dusan Sidjanski a fait beaucoup pour la Grèce, au point de recevoir en 2007 la citoyenneté d'honneur et, en 2014, la plus haute distinction de la République hellénique (Commandeur de l'Ordre du Phénix). Ajoutons qu'il anime en Suisse depuis 2008 le Comité pour le retour des marbres du Parthénon, un engagement qu'il relie toutefois à la culture européenne plutôt qu'à la Grèce stricto sensu.

renommée internationale nettement supérieure, ce qu'au fond de moi je recherchais », nous confiait Dusan Sidjanski le 19 janvier 2012.

C'est une année et demie après l'obtention de son doctorat qu'il rencontre pour la première fois Denis de Rougemont. Une rencontre marquante à tous égards, car, même s'il ne s'est jamais considéré à proprement parler comme un disciple de l'auteur de *L'Amour et l'Occident*, il lui a montré une fidélité constante – et ce, jusqu'à nos jours.

En effet, Sidjanski avait beaucoup travaillé sur le fédéralisme (qui était le sujet de sa thèse de doctorat) avant d'avoir rencontré Rougemont, et avait déjà pu se forger ses propres conceptions en la matière⁸⁸. Par ailleurs, il abordait la question du cheminement du personnalisme à travers les étapes de l'évolution vers plus de liberté dessinées par Hegel (Rougemont y était largement réfractaire) et faisait remonter l'origine de la personne au stoïcisme, soit bien avant la période chrétienne privilégiée par Rougemont. Il s'intéressait également de près aux premières institutions européennes sur lesquelles il portait un regard de plus en plus marqué par la science politique, alors que Rougemont avait de l'Europe une vision philosophique et imprégnée de culture. Mais ces différences ont pu alimenter entre les deux hommes un véritable dialogue, car elles se nourrissaient d'une commune primauté donnée à l'être humain en tant que « Personne » et de la valeur centrale accordée au fédéralisme comme instrument de réalisation de l'union des Européens, buts qu'ils ont toujours poursuivis l'un et l'autre.

En mars 1956, Dusan Sidjanski demande une entrevue au Centre Européen de la Culture, qui lui est accordée. Il est reçu au siège de la Villa Moynier à Genève (en bordure du lac) par le Secrétaire général, Raymond Silva. L'entrevue (qui a eu lieu le 15 mars) se passe bien, et Silva transmet son CV au directeur du Centre, Denis de Rougemont, qui va manifester son intérêt de le rencontrer. En juillet, alors qu'il est

⁸⁸ Dans le prolongement de sa thèse, il a rédigé son premier ouvrage important : *Fédéralisme amphictyonique : éléments de système et tendance internationale*, Paris et Lausanne, Pedone et Rouge, 1956, 104 p. Il y défend notamment l'idée que l'un des moteurs du fédéralisme est le « mouvement amphictyonique », défini comme la prise de conscience que c'est seulement en collaborant avec d'autres que l'on peut atteindre ses buts propres.

en partance pour un long voyage vers la Grèce (via l'Italie et Brindisi) avec sa future épouse⁸⁹, Sidjanski s'arrête à Ferney-Voltaire (en France près de Genève) pour faire brièvement la connaissance de Denis de Rougemont qui résidait dans une dépendance de ce qui fut la demeure de Voltaire. Il pense n'en avoir que pour une vingtaine de minutes – l'entretien durera deux heures ! Rougemont lui confie le mandat de rédiger, pour un numéro spécial du Bulletin du Centre Européen de la Culture et auquel collabora également Henri Brugmans (avec une contribution sur le civisme européen), deux articles traitant des aspects institutionnels et internationaux de la construction européenne : « Crise de l'unité et nécessité de l'union » et « Nécessité politique de l'union : l'indépendance européenne ». L'ouvrage parut fin 1956 sous le titre *L'Europe s'inscrit dans les faits*. Traduit en plusieurs langues, il connut un large succès avec une diffusion à 80.000 exemplaires.

Convaincu par son travail, Rougemont décide alors de l'engager comme Secrétaire général de l'Association des Instituts d'Études Européennes, dont le Centre assurait le secrétariat et qu'il s'agissait de relancer à l'époque⁹⁰. Cette nomination intervint au printemps 1957. Mais il fallut attendre encore un peu, le temps de trouver le financement nécessaire, et ce n'est qu'à l'automne de cette même année qu'elle devint effective. Au Centre Européen de la Culture, Sidjanski se vit également confier une mission de recherche concernant plus spécialement les Communautés européennes : c'est ainsi qu'il a publié en 1958 une étude sur le Marché Commun et l'Euratom, collaborant pour la première fois à cette occasion (il y en eut beaucoup d'autres) avec Jacques-René Rabier – à l'époque responsable de la presse et de l'information à la Commission Européenne – en vue de l'organisation d'un colloque à Bruxelles sur ces questions.

⁸⁹ Il profitera de son séjour en Grèce pour apprendre la langue, et pour contribuer, avec notamment les professeurs Calogeroulos et Pesmazoglou, à la création de la section grecque du Mouvement européen.

⁹⁰ Voir l'article de Nicolas Stenger : Chapitre 20 Cinquante ans d'études européennes à Genève : brève histoire de l'Institut créé par Denis de Rougemont (1963-2013) p. 470.

Le fait que Rougemont ne savait pas conduire peut paraître un détail insignifiant – à ceci près que cela a fourni à Sidjanski, au fil des années, maintes occasions d'échanges avec lui sur de nombreuses questions⁹¹. Le soir, en effet, Rougemont devait attendre dans son bureau jusqu'à environ 18 heures que son épouse, Nanik, vienne le chercher, ce qui laissait du temps pour la conversation. Parfois, Sidjanski se proposait de le raccompagner lui-même de l'autre côté de la frontière, soit un trajet d'une durée de vingt à trente minutes pendant lequel on pouvait parler à loisir. Au fil de ces discussions s'est noué avec Rougemont un véritable dialogue, riche et parfois animé de certaines dissonances, que Sidjanski a récemment relaté au début d'un article intitulé « La Fédération européenne est notre affaire »⁹².

Aux dires de Sidjanski, les accrochages les plus nets ont eu lieu sur le thème de l'État-nation. On sait que Rougemont avait peu à peu fait porter à cette forme politique la responsabilité de la quasi-totalité des maux qui affligent les sociétés contemporaines⁹³. C'était devenu pour lui l'entité à abattre pour que l'Europe puisse exister et la personne se libérer... En tant que spécialiste de science politique, Sidjanski ne croyait pas que l'État fût nécessairement maléfique : il chercha à convaincre Rougemont que l'État devait être préservé du fait de son rôle important dans l'organisation des sociétés. Il fallait plutôt selon lui intégrer l'État à tous les étages de la construction du fédéralisme, plutôt que tenter de le réduire ou de le supprimer. Il finit par emporter la conviction de Rougemont en avançant l'argument que le fédéralisme ne détruit pas, mais au contraire construit en *additionnant* les forces...

En revanche, tous deux ont toujours été pleinement d'accord sur la nocivité du lien organique forcé et exclusif qui s'établit entre l'État et la Nation au sein de l'État-nation, y voyant l'un et l'autre l'antithèse

⁹¹ Pour sa part, Sidjanski avait acquis le permis de conduire au Venezuela à la mode de là-bas, c'est-à-dire en achetant le document sans passer les examens.

⁹² Dusan (Sidjanski), « La Fédération européenne est notre affaire », in François Saint-Ouen (éd.), *L'Europe de Denis de Rougemont*, Louvain-la-Neuve, Academia / L'Harmattan, 2014, pp. 137-171 (voir pp. 146-150).

⁹³ On s'en convaincra en lisant son livre *L'avenir est notre affaire*, Paris, Stock, 1977.

du fédéralisme et le principal obstacle à l'union de l'Europe. Bien plus tard, Sidjanski fut frappé par la virulence de l'idée d'État-nation quand elle s'est appliquée dans les pays qui ont remplacé la Fédération yougoslave, où elle a souvent consacré une domination ethnique étayée sur le rejet des minorités, voire du pluralisme⁹⁴. Entièrement fidèle sur ce point à l'approche de Denis de Rougemont, il s'est également élevé contre l'idée de « Fédération d'États-nations » (une contradiction dans les termes d'après lui) mise au goût du jour par Jacques Delors et sa Fondation *Notre Europe* à partir du milieu des années 1990 : il a par exemple vigoureusement critiqué – bien qu'il eût été son conseiller – le ralliement à cette idée de José Manuel Barroso lors de son discours sur l'état de l'Union en septembre 2012.

3. Une science politique tournée vers l'étude de la construction européenne

Parallèlement à son engagement auprès du Centre Européen de la Culture et de l'Association des Instituts d'Études Européennes, Sidjanski vise une carrière académique et prépare, dès 1958, sa candidature aux fonctions de « privat-docent » à l'Université de Genève : il pense d'abord à la Faculté de Droit, mais, n'étant pas juriste de formation, postule à la Faculté des Sciences économiques et sociales. Il y sera nommé « privat-docent » en 1960, puis chargé de cours en science politique en 1963. Cette même année 1963, il est également nommé chargé de cours à l'Institut d'études européennes dirigé par Denis de Rougemont, qui vient d'être créé en dehors de l'université mais en relation avec elle.

Pour obtenir le titre de privat-docent⁹⁵, il dut rédiger une thèse post-doctorale d'habilitation, comparable à l'agrégation. Il choisit comme sujet la Communauté Économique Européenne qui venait tout

⁹⁴ Voir son entretien du 8 août 2008 avec Nicolas Stenger. Voir également « La Fédération européenne est notre affaire », *op.cit.*, pp. 149-150. Durant la crise yougoslave, il essaya – mais sans succès – de pousser l'héritier du trône, le prince Alexandre, à jouer un rôle politique.

⁹⁵ Titre qui, dans le système universitaire helvétique et dans la tradition germanique désigne les enseignants ayant obtenu une habilitation à diriger des recherches mais n'ont pas encore reçu de chaire d'enseignement.

juste de naître. Ce travail était interdisciplinaire : il y avait une partie juridique et institutionnelle (dirigée par le professeur de droit international Paul Guggenheim, enseignant à la fois à la Faculté de Droit et à l'Institut de Hautes Études internationales)⁹⁶, une partie économique concernant le Marché Commun (placée sous la responsabilité du professeur Jacques L'Huillier, de la Faculté des Sciences économiques et sociales)⁹⁷ et une partie politique (supervisée par Jean Meynaud, professeur de science politique aux Universités de Lausanne et Genève)⁹⁸.

D'emblée, Sidjanski va s'affirmer comme un tenant des « dimensions européennes de la science politique » (titre d'un de ses ouvrages paru en 1963)⁹⁹, c'est-à-dire d'une science politique concentrée sur l'étude de l'intégration européenne – non plus seulement sur la politique interne des États ou les relations internationales comme c'était souvent le cas à l'époque – et rattrapant son retard sur ce point par rapport à la science politique américaine (les premiers travaux de Ernst B. Haas sur la CECA dataient des années 1950). Il a été ainsi l'un des pionniers de ce changement de paradigme.

Il a notamment développé une collaboration fructueuse avec Jean Meynaud sur les groupes de pression au sein des Communautés européennes, se déplaçant régulièrement à Lausanne pour le voir et travailler avec lui des après-midis entières¹⁰⁰ avant que ce dernier ne parte pour Montréal en 1963. L'idée – suggérée par Meynaud, qui était un spécialiste de cette approche en ce qui concerne la France – était d'analyser l'action des groupes de pression non plus seulement

⁹⁶ Elle a été publiée dans la *Revue Générale de Droit International Public* sous le titre « L'originalité des Communautés européennes et la répartition de leurs pouvoirs » (mars 1961, pp. 1-57).

⁹⁷ Sidjanski (Dusan), *Aspects matériels des Communautés européennes*, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1961, 46 p.

⁹⁸ Sidjanski (Dusan), « Les partis politiques et l'intégration européenne » (texte publié dans la revue belge de science politique *Res Publica*, mars 1961, pp. 43-65).

⁹⁹ Sidjanski (Dusan), *Dimensions européennes de la science politique*, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1963, 188 p.

¹⁰⁰ Entretien avec Dusan Sidjanski en date du 16 mars 2012.

au niveau national, mais aussi au plan européen, ce qui permettrait de mieux comprendre les relations de pouvoir et d'influence qui se nouent à Bruxelles. Après plusieurs contributions et articles, le premier ouvrage important co-signé par les deux hommes a été *L'Europe des affaires*, paru en 1967¹⁰¹ : il partait de l'idée qu'il fallait mieux mesurer l'impact des investissements américains sur l'indépendance de l'économie européenne. Le livre montre que ces investissements, à un niveau global, étaient trop faibles pour qu'une influence significative pût s'exercer, mais qu'en revanche, il en allait différemment dans les secteurs où les prises d'intérêts américains se concentraient à un niveau important. Cette collaboration a été parachevée par un ouvrage de plus de 700 pages traitant des divers aspects du sujet et paru en 1971, soit une année avant la mort de Meynaud : *Les groupes de pression dans la Communauté européenne*¹⁰². Toutes ces recherches étaient menées de manière empirique et reposaient beaucoup sur des entretiens directs pour lesquels Sidjanski est allé à maintes reprises à Bruxelles, nouant ainsi des contacts pour y rencontrer milieux patronaux et entreprises, syndicats, associations de consommateurs, partis politiques, sans parler des responsables de la Commission en charge des divers dossiers... Il a peu à peu perfectionné sa méthode (notamment à l'occasion d'une enquête sur la filière du lait en poudre, menée en 1977)¹⁰³, consistant d'abord à rencontrer les différents acteurs individuellement pour qu'ils expriment chacun leurs visions des choses, puis ensuite à les réunir lors d'un colloque pour que toutes ces visions partielles puissent se confronter et faire émerger les

¹⁰¹ Meynaud (Jean), Sidjanski (Dusan), *L'Europe des affaires*, Paris, Payot, 1967, 288 p. Dusan Sidjanski raconte (entretien du 16 mars 2012) comment, pour finir le livre, il dut se rendre à Montréal en 1966 et poser un quasi-ultimatum à Meynaud qui ne semblait pas pressé.

¹⁰² Meynaud (Jean), Sidjanski (Dusan), *Les groupes de pression dans la Communauté européenne*, Bruxelles, Éditions de l'Institut de sociologie, 1971, 733 p.

¹⁰³ Sidjanski (Dusan), « Milk Policy in the European Community Policy on Surpluses of Powdered Milk », in Ghita Ionescu (dir.), *The European Alternatives: an Inquiry into the Politics of the European Community*, Alphen, Sijthoff and Noordhoff, 1979, pp. 43-73.

dynamiques sous-jacentes aux négociations, ce qui permet de mieux comprendre sur quel point agir pour les faire évoluer.

En 1968, Dusan Sidjanski accède au grade le plus élevé en étant nommé professeur ordinaire de science politique à la Faculté des Sciences économiques et sociales de l'Université de Genève¹⁰⁴. C'est le premier en Suisse à être titulaire d'une chaire en science politique. L'année d'après, en 1969, à l'occasion d'une réorganisation de la Faculté est créé le Département de science politique, pour lequel il s'est beaucoup battu, notamment contre la Faculté de Droit et l'Institut de Hautes Études internationales qui voyaient d'un mauvais œil la science politique devenir autonome dans les cursus universitaires et proposer son propre programme de licence. Il prend alors la direction du nouveau Département, fonction qu'il occupera jusqu'au début des années 1980. En 1970, il obtient un subside important de la Fondation Ford afin d'y développer les enseignements de troisième cycle. Surtout, il introduit une nouvelle approche de la science politique en Suisse, axée notamment sur l'Europe et l'étude comparée des intégrations régionales dans le monde¹⁰⁵, et aussi moins tributaire du droit et des institutions en étant plus ouverte aux nouvelles méthodes des sciences sociales qu'il introduit en collaborant étroitement avec l'Université de Michigan aux États-Unis.

On peut citer de ce point de vue en exemple la mobilisation de l'ensemble du Département dès 1970 autour d'un ambitieux programme de recherche concernant les comportements politiques et électoraux en Suisse, dont les résultats seront publiés en 1975¹⁰⁶. Un des enjeux était de développer en Suisse des méthodes appliquées aux États-Unis avec lesquelles Sidjanski s'était familiarisé lors de séjours à l'Université de Michigan à Ann Arbor, où il entretenait de nombreux contacts. Les auteurs d'une étude historique sur l'évolution de la

science politique en Suisse voient durant cette période « la montée en puissance d'un homme : Dusan Sidjanski »¹⁰⁷ et notent que cette démarche, « mue par la volonté de démarquer clairement la science politique de son tronc juridique » était « tout à fait originale dans le contexte de la science politique helvétique de l'époque », tout en jugeant que « le prix à payer pour cette démarcation, pratique et théorique », était « la référence, parfois la révérence, aux techniques et aux options anglo-saxonnes »¹⁰⁸. Des politologues prestigieux sont invités au Département et collaborent étroitement avec lui, comme Karl Deutsch, Maurice Duverger, Ronald Inglehart, Harold Jacobson, Jean-Louis Quermonne, Joseph Nye, Giovanni Sartori, Stein Rokkan, Pierre Birnbaum, Pascal Perrineau. Durant ces années, le Département apparaît ainsi comme le leader en Suisse dans le domaine de la science politique, tandis qu'il est particulièrement réputé en Europe pour ses analyses de la construction européenne.

Les premières élections européennes au scrutin direct donnent lieu à la publication par Sidjanski, en 1979, d'un ouvrage très complet intitulé *Europe élections : de la démocratie européenne*¹⁰⁹, dans lequel sont détaillés le rôle et le fonctionnement du Parlement Européen dans le processus de décision, ainsi que des diverses forces politiques au plan transnational et national à l'aide de sondages, d'analyses gauche-droite, de regroupements par familles politiques, etc... En 1992 paraîtra un ouvrage dans lequel il s'efforce de replacer l'histoire de l'évolution de la construction européenne dans la perspective du fédéralisme : *L'avenir fédéraliste de l'Europe : des origines de la Communauté européenne au traité de Maastricht*¹¹⁰. L'ouvrage sera publié en anglais en 2000 dans une version développée et réactualisée,

¹⁰⁴ En 1965, il avait accédé au rang, immédiatement inférieur, de professeur extraordinaire.

¹⁰⁵ En 1970, Sidjanski a parcouru le monde sous mandat de la CNUCED pour analyser et comparer différentes intégrations économiques régionales. L'étude a été publiée en 1973 par la CNUCED sous le titre Problèmes actuels d'intégration économique : le rôle des institutions dans l'intégration régionale.

¹⁰⁶ Sidjanski (Dusan), Roig (Charles), Kerr (Henry), Nicola (Jacques) et al., *Les Suisses et la politique*, Berne, Herbert et Peter Lang, 1975, 216 p.

¹⁰⁷ Gottraux (Philippe), Schorderet (Pierre-Antoine), Voutat (Bernard), *La science politique suisse à l'épreuve de son histoire*, Lausanne, Réalités sociales, 2000, p. 257.

¹⁰⁸ *Ibid.* p. 266.

¹⁰⁹ Sidjanski (Dusan), *Europe élections : de la démocratie européenne*, Paris, Stanké, 1979, 381 p.

¹¹⁰ Sidjanski (Dusan), *L'avenir fédéraliste de l'Europe : des origines de la Communauté européenne au traité de Maastricht*, Paris, Presses Universitaires de France, 1992, 440 p.

aux Presses de l'Université de Michigan sous le titre *The Federal Future of Europe*¹¹¹.

Dans ces divers ouvrages, ainsi que dans la note intitulée *L'approche fédérative de l'Union européen ou la quête d'un fédéralisme européen*, qu'il rédige en 2001 pour la Fondation Notre Europe, Sidjanski cherche à repérer et à analyser ce qui fait intimement la *substance* de la construction européenne, en la situant par rapport aux principes et aux valeurs du fédéralisme. Il est en effet selon lui très important de ne pas réduire la construction européenne à un ensemble de « processus », comme le font notamment les politistes américains et ceux qui s'inspirent de leurs méthodes. C'est précisément le recours au fédéralisme qui lui permet de dépasser cette approche. Cela l'autorise également à intégrer – comme du reste Rougemont l'a fait lui-même – le recours aux nouveaux outils de communication facilitant le développement de réseaux horizontaux à sa réflexion sur le fédéralisme, de même que certaines nouvelles pratiques managériales – dont il emprunte l'idée à Jan Carlzon qui parlait de « renverser la pyramide »¹¹² – dans lesquelles il voit une mutation du leadership, désormais moins vertical et autoritaire, mais plus axé sur l'activation de synergies dans le cadre de délégations de responsabilités aux échelons jugés jusqu'ici « inférieurs ». À noter que Sidjanski s'est aussi attaché à examiner comment l'expérience concrète de la Suisse – qui est son milieu de vie – pouvait aider à une meilleure compréhension du fédéralisme, organisant notamment en 1995 à l'Institut européen de l'Université de Genève un colloque de la Fondation Latsis sur le thème de *L'Union européenne à la lumière du fédéralisme suisse*¹¹³. Mais il convient de préciser que, tout comme Rougemont (et en dépit d'une légende tenace, mais très inexacte, concernant ce dernier), il refusera constamment d'ériger la Suisse en

¹¹¹ Sidjanski (Dusan), *The Federal Future of Europe*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2000, 462 p. L'ouvrage est publié avec une note introductive de Jacques Delors et un avant-propos du professeur Harold Jacobson (de l'Université de Michigan) avec lequel Sidjanski a souvent collaboré, notamment dans le cadre d'études sur les intégrations économiques régionales.

¹¹² Carlzon (Jan), *Renversons la pyramide !*, Paris, Interéditions, 1986.

¹¹³ Sidjanski (Dusan) (éd.), en collaboration avec Marc Roissard de Bellet, *L'Union européenne à la lumière du fédéralisme suisse*, Genève, Georg, 1996, 209 p.

« modèle » du fédéralisme, préférant y voir une source de leçons à tirer, bonnes ou mauvaises.

4. Les études européennes et le Centre Européen de la Culture

En 1962 s'achève le mandat de recherche que le Centre lui a confié, nous l'avons vu, en 1957. Mais en 1963, dans les locaux mêmes du Centre à la Villa Moynier, s'ouvre le tout nouvel Institut d'Études Européennes où Sidjanski est d'emblée nommé chargé de cours (il portera le titre de professeur en 1968, à compter de sa nomination comme tel à l'Université). Dorénavant, et alors que ses responsabilités à l'Université (distante d'environ 2 km) s'accroissent, c'est surtout indirectement qu'il est actif auprès du Centre, comme enseignant à l'Institut sur les questions politiques et institutionnelles de l'intégration européenne, et comme Secrétaire général de l'Association des Instituts d'Études Européennes (AIEE).

À l'Institut, il amène un certain nombre d'étudiants inscrits à l'Université qui viennent y suivre les enseignants qu'il y dispense, suscitant auprès de certains d'eux l'idée de s'y inscrire pour le certificat (un an d'études) ou le diplôme (deux ans), le cas le plus célèbre ayant été celui de José Manuel Barroso au début des années 1980. Par ailleurs, l'AIEE organise régulièrement – notamment à l'occasion de ses Assemblées générales – des colloques auxquels participent les enseignants et chercheurs des Instituts membres, lesquels sont autant d'occasions de collaboration avec l'Institut de Genève ainsi qu'avec le Département de science politique de l'Université. Il est à relever que la synergie entre le Centre – organe d'innovation et de prospective – et les institutions académiques, notamment universitaires, est un objectif que Sidjanski a toujours poursuivi, et ce jusqu'à nos jours.

C'est ainsi que l'on peut mentionner, parmi les exemples de synergie entre le Centre, l'Institut, l'AIEE et le Département, les publications suivantes : *Science politique et intégration européenne* (1965), *Méthodes quantitatives et intégration européenne* (1970), *Les partis politiques et l'intégration européenne* (1970), *Autour du Rapport Tindemans* (1976), *Les partis politiques et les élections européennes* (1979), *L'Europe du sud dans la Communauté européenne* (1990), ainsi qu'une série de six colloques et publications

entre 1968 et le début des années 1980 qui ont contribué – chose importante – à forger le thème de *L'Europe des Régions*¹¹⁴, etc...

Dans le nouvel Institut européen reconstitué auprès de l'Université à partir du début des années 1990¹¹⁵, et alors que les liens entre l'Institut et le Centre ont dorénavant pratiquement disparu, Sidjanski poursuit ses recherches sur le fédéralisme, avec notamment le colloque mentionné plus haut sur l'Union européenne à la lumière du fédéralisme suisse. Il coordonne également une recherche sur les attitudes et le rôle des acteurs informels (partis politiques, intérêts économiques, associations) dans la politique européenne de la Suisse, ainsi qu'une autre recherche sur la résurgence du nationalisme dans les pays d'Europe centrale et orientale¹¹⁶.

Parallèlement, les relations entre Sidjanski et le Centre Européen de la Culture vont se refroidir à partir de la seconde moitié des années 1970, à compter du moment où l'historien André Reszler, plus féru d'histoire « transversale » que de construction européenne, aura succédé à Denis de Rougemont comme directeur (ce dernier passant à la fonction plus honorifique de Président)¹¹⁷. Néanmoins, Sidjanski collabore activement à la nouvelle revue du Centre, *Cadmos*, lancée en 1978, avec notamment en 1988 un numéro prophétique sur l'effondrement probable de la Yougoslavie, intitulé *La Yougoslavie, maillon faible de l'Europe ?*

¹¹⁴ Naissance de l'Europe des régions, XII, 2, hiver 1967-1968 ; L'Europe des régions II, XII, 5-6, hiver 1969-1970 ; Confrontation des régions frontalières (L'Europe des régions III), XIII, 6, été 1972 ; L'Europe des régions IV, XIV, 1, printemps 1974 ; Les régions transfrontalières de l'Europe (L'Europe des régions V), XV, 1-2, printemps-été 1975 ; Sidjanski (Dusan), Ric (Charles) (dir.), Les politiques régionales en Europe, Lausanne, Éditions L.E.P., 1985, 480 p.

¹¹⁵ Voir dans le présent ouvrage la contribution de François Saint-Ouen et Nicolas Stenger, « Cinquante ans d'études européennes à Genève : brève histoire de l'Institut créé par Denis de Rougemont (1963-2013) ».

¹¹⁶ Sidjanski (Dusan) (dir.), en collaboration avec Maximos Aligisakis, Marc Roissard de Bellet et François Saint-Ouen, *Nationalismes en Europe centrale et orientale : conflits et nouvelles cohabitations*, Genève, Georg, 1997, 317 p.

¹¹⁷ Selon Dusan Sidjanski, Reszler avait été poussé à ce poste par le directeur de l'Institut de Hautes Études internationales, l'historien Jacques Freymond, qui accordait peu de poids à la construction européenne par rapport aux relations internationales classiques (entretien du 31 octobre 2012).

Les choses vont encore se gêner après la disparition de l'Institut et son rapatriement vers l'Université au tournant des années 1990, avec, à peu près au même moment, l'arrivée à la tête du Centre d'une nouvelle direction dont les orientations contestables vont peu à peu le plonger dans le marasme, jusqu'au moment où, en 1999, les autorités cantonales décideront de lui couper les crédits, encourageant même sa liquidation. Sidjanski se lève alors contre cette éventualité. Il rassemble des appuis, peu nombreux, mais peut compter sur le soutien du doyen de la Faculté des Lettres de l'Université, le médiéviste Charles Méla, qui s'emploie au même moment – avec succès, malgré les difficultés – à sauver l'Institut. Face au pouvoir cantonal, il affirme alors avec force qu'en démocratie, aucune autorité politique ne peut dissoudre une association créée d'après le Code civil, et qu'en outre le Centre, issu d'une résolution du Congrès de la Haye, n'appartient pas seulement à la Suisse mais se trouve dépositaire d'une mission européenne qui dépasse les frontières du pays.

Ayant pris sa retraite académique en 1998, n'étant donc dorénavant plus occupé par l'Université, pouvant en outre s'appuyer sur la Fondation Latsis avec laquelle il a des liens étroits depuis les années 1980, Dusan Sidjanski entreprend alors de maintenir en vie le Centre Européen de la Culture. À compter de 2002, les activités reprennent notamment dans le domaine de l'éducation, le Centre se faisant l'un des promoteurs de la méthode de la « Main à la pâte », mise au point par les Prix Nobel de physique Leon Lederman et Georges Charpak. Peu de temps après, c'est une autre activité du Centre de la période de Denis de Rougemont qui est revisitée : le Dialogue des Cultures, avec l'organisation en 2004 d'un colloque à Genève et d'une conférence à Lisbonne, dont les actes seront publiés en 2007 dans la nouvelle collection du Centre aux Éditions Bruylant à Bruxelles¹¹⁸. En outre, depuis 2005, le Centre organise régulièrement des conférences publiques à l'Université de Genève sur des thèmes européens, avec des orateurs tels que José Manuel Barroso, Simone Veil, Michel Barnier, Viviane Reding, Elisabeth Guigou, Pascal Lamy, Bronislaw Geremek, Peter Balázs, Hélène Carrère d'Encausse, Georges Nivat,

¹¹⁸ Sidjanski (Dusan) (dir.), en collaboration avec François Saint-Ouen, *Dialogue des cultures à l'aube du XXI^e siècle : hommage à Denis de Rougemont*, Bruxelles, Bruylant, 270 p, 2007.

Jean-Louis Quermonne, Bernard Guetta, Eneko Landaburu, José Maria Gil-Robles...

En 2008, il abandonne au professeur Charles Méla la présidence et devient président d'honneur, sans que son degré d'implication diminue pour autant. Parallèlement aux conférences, il initie en particulier les prémises d'un dialogue entre l'Union Européenne et la Russie en 2012¹¹⁹, relance des activités sur le fédéralisme et les régions, ainsi que sur l'avenir de l'Union Européenne, trouve des fonds en 2015 auprès de la Confédération suisse pour lancer une plateforme de réflexion et d'échanges sur la démocratie face aux enjeux de sécurité et de promotion de la paix (« *Geneva Hub for Democracy* »), se propose en 2016-2017 de réunir des moyens pour développer à Genève toute une palette d'activités en rapport avec le Dialogue des Cultures qui lui paraît essentiel dans le monde d'aujourd'hui...

5. Conseiller spécial du Président de la Commission (2004-2014)

Durant ses activités académiques, à cause des nombreuses enquêtes qui l'ont souvent conduit à Bruxelles, du fait aussi de ses relations au sein du Mouvement européen dont il était membre et parmi les milieux fédéralistes, Dusan Sidjanski est devenu familier, à partir des années 1960, d'un nombre important de personnalités de la Communauté, puis de l'Union Européenne : Jacques-René Rabier, Émile Noël, Jean Rey, Altiero Spinelli ou Jacques Delors ne sont que des exemples parmi d'autres. Mais s'il avait de longue date développé ses réseaux à Bruxelles, il a fallu qu'il attende sa retraite pour y exercer une fonction officielle, qui trouva d'ailleurs son origine dans son activité académique.

En effet, c'est fin 1979 qu'un jeune étudiant portugais, licencié en droit de l'Université de Lisbonne, vient à Genève suivre ses cours au Département de science politique. Comme il est bon étudiant, Sidjanski le remarque, lui propose de devenir son assistant, et Barroso accepte (car c'est de lui qu'il s'agit). Il est installé dans le même

¹¹⁹ En juin 2014, il mettra sur pied à Genève, en collaboration avec Hélène Carrère d'Encausse, un séminaire de réflexion UE-Russie où sera notamment représenté le Bureau des conseillers politiques du Président de la Commission (BEPA).

bureau, ce qui renforce encore la communication avec son professeur, et il prévoit de faire un doctorat sur l'impact de l'intégration européenne sur le système politique portugais (nous sommes dans la phase précédant immédiatement l'adhésion de ce pays à la Communauté), quand il est rattrapé par la politique et interrompt ses projets pour rentrer au Portugal y exercer les fonctions de Secrétaire d'État à l'administration interne, puis aux affaires étrangères, avant de devenir (en 1992) Ministre des affaires étrangères. Durant tout ce temps, Sidjanski continue d'avoir des liens avec son ancien assistant, même plus tard, lorsqu'il se retrouve dans l'opposition. Mais en 2002, son parti remporte les élections et il devient Premier Ministre. En 2004, dans des circonstances qui sont par ailleurs connues, il est amené à succéder à Romano Prodi à la tête de la Commission européenne. C'est à ce moment qu'il propose à Sidjanski, qui accepte, de devenir son conseiller spécial. Il le restera durant toute la durée des deux mandats de Barroso, soit entre octobre 2004 et septembre 2014.

Mais la familiarité entre les deux hommes, leur profonde amitié, n'ont pas empêché Sidjanski de marquer franchement son désaccord avec les options retenues par le Président de la Commission sur certains sujets, notamment l'indépendance du Kosovo ou, plus récemment, la politique de sanctions à l'égard de la Russie. Dans ces deux cas, il a même été à deux doigts de donner sa démission.

On sait que la Commission européenne, suivant en cela sans beaucoup de distance la politique des Américains dans la région, s'était déclarée, notamment par la voix de son Président, favorable à une indépendance pure et simple du Kosovo, par sécession de la Serbie plutôt imposée que consentie. Sidjanski avait une autre vision de la situation et, connaissant bien les Balkans, craignait, malgré les assurances données, qu'un État kosovar, prétendument pluri-culturel, ne devînt en réalité rapidement un État ethnique, en outre instable politiquement et guère viable économiquement. Il a essayé de faire prévaloir, sans succès, une option fédéraliste et européenne de la question kosovare. Ainsi, dans une note intitulée « Réflexions sur l'avenir du Kosovo dans une perspective européenne », il défendit l'idée qu'aucune solution ne pourrait être trouvée dans un jeu à somme nulle entre les Serbes et les indépendantistes du Kosovo, où les uns gagneraient ce que perdraient les autres. Pour cette raison précise, il lui paraissait important que l'Union Européenne s'engage dans la promotion d'une voie originale, consistant à « une

souveraineté partagée à trois » entre l'UE, la Serbie et le Kosovo, avec une large autonomie pour ce dernier¹²⁰. On sait qu'ensuite, le Kosovo a proclamé unilatéralement son indépendance en février 2008, créant de grandes difficultés avec la Serbie, et amenant les pays de l'Union, dans le plus grand désordre, à se prononcer sur la reconnaissance de cette nouvelle « République »¹²¹.

S'agissant de la Russie, Dusan Sidjanski a mis en valeur les interdépendances existantes entre ce pays et l'UE, dénoncé l'engrenage des sanctions et contre-sanctions au moment de la crise ukrainienne, exprimé sa préoccupation qu'une attitude négative ne fasse dériver la Russie vers la Chine, et demandé à plusieurs reprises au Président de la Commission qu'il prenne « une initiative personnelle » vis-à-vis de Vladimir Poutine qui serait justifiée par « l'urgence », quitte à la « faire approuver ex-ante ou ex-post par le Collège [la Commission] et ultérieurement par le Conseil européen »¹²². À plus longue échéance, il a prôné la mise en place d'une « Communauté UE-Russie sur deux piliers »¹²³ qui se justifierait par la communauté de cultures existant entre les deux partenaires. Il s'agirait selon lui de « créer un espace économique commun et d'initier une coopération volontariste dans les secteurs de technologie, de recherche, d'espace et dans les domaines de politiques communes »¹²⁴. Il proposait que la Communauté UE-Russie soit, en lieu et place des Sommets actuels, animée par un « Conseil des Chefs d'États et de gouvernements » où l'Union serait représentée par le

¹²⁰ Voir également ses « Réflexions sur la question du Kosovo » (Genève, 10 décembre 2007), où il parle de « région autonome » sous la co-responsabilité de l'Union Européenne et de la Présidence de Serbie.

¹²¹ On sait qu'aujourd'hui encore, cinq pays de l'Union ne reconnaissent pas le Kosovo (l'Espagne, la Grèce, Chypre, la Slovaquie et la Roumanie) ce qui rend insoluble la question de sa future adhésion (il ne peut même pas être officiellement reconnu comme « pays candidat »).

¹²² Voir « L'action urgente à entreprendre concernant la crise ukrainienne », 28 avril 2014 (note non publiée).

¹²³ Voir « Communauté UE-Russie à deux piliers », note non datée au Président Barroso dans la perspective de son déplacement à Saint-Petersbourg les 2 et 3 juin 2012.

¹²⁴ *Ibid*, p. 2.

Président du Conseil européen et le Président de la Commission. Il faudrait également créer une « institution autonome » « chargée de travaux préparatifs et de lancement d'initiatives », lesquels seraient examinés par le Conseil des Chefs d'États et de gouvernements. Cette institution autonome serait à présidence double ou à mode alterné¹²⁵.

Son expérience de dix années auprès de la présidence de la Commission a permis à Dusan Sidjanski d'affiner sa perception de la principale institution communautaire et d'en tirer certaines leçons au plan de l'Union tout entière et de son fonctionnement. Ce qui l'a particulièrement frappé, c'est notamment le poids de l'administration et des procédures au sein de la Commission, la place prise par la gestion au détriment du leadership. Au-delà du seul cas de la Commission, c'est l'absence de dimension politique (dans les deux domaines, intérieur et extérieur) qu'il reproche aujourd'hui à l'Union, alors qu'il en fait une dimension indispensable pour que l'Union puisse non seulement se renforcer pour faire face aux nombreux défis du moment, mais même à terme pour se sauver. Afin d'éviter le marasme, voire l'issue fatale, il faudrait selon lui relancer l'approche fédéraliste en s'appuyant notamment sur le noyau dur de la zone euro et en se basant sur celle-ci pour constituer un véritable noyau fédéral européen, c'est-à-dire pas seulement une union fiscale et économique comme certains (François Hollande par exemple) l'ont proposé.

¹²⁵ *Ibid*, pp. 4-5.